



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DES BOUCHES DU RHONE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

### Rapport de l'Inspection des Installations Classées

**Objet :** Installation Classée pour la Protection de l'environnement.  
Société EJM sur le territoire de la commune de Fos-sur-Mer.

**PJ :** Projet d'arrêté complémentaire

**Réf. :** [1] : Transmission du 10 août 2018

*Affaire suivie par M. CORONGIU*

#### **Résumé :**

L'objet de ce rapport est de proposer au Préfet des Bouches-du-Rhône de :

- donner l'avis de l'Inspection sur une demande de modification des conditions d'exploiter (essais de fabrication d'enrobés avec des mâchefers d'incinérateur de déchets non dangereux) sollicitée par l'exploitant et de statuer sur le caractère substantiel ou non de la demande ;
- proposer un arrêté préfectoral complémentaire encadrant ces tests.

## **I. PRESENTATION DE LA SOCIETE ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE**

La société « Entreprise Jean Lefebvre Méditerranée » est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2014-291 A du 20 mai 2015 à exploiter une plateforme multimodale pour le transit et le traitement de matériaux de construction sur le territoire de la commune de Fos-sur-mer.

L'arrêté préfectoral du 20 mai 2015 encadre également l'exploitation des installations de traitement participant au développement des activités de la société sur le site, à savoir :

- une centrale d'enrobage à chaud ;
- une centrale à béton ;
- une installation de traitement et de valorisation de déchets non dangereux et non inertes (terres et sédiments).

Suite au dépôt et à l'instruction du porter à connaissance du 27 avril 2018, EJM est autorisé à exploiter une installation de maturation et d'élaboration (IME) de mâchefers d'incinérateur de déchets non dangereux (MIDND).

## **II. PRESENTATION DU PROJET DE MODIFICATION**

### **II.1 Description du projet**

Le groupe EUROVIA, dont l'exploitant est une filiale, souhaite procéder à des essais de fabrication d'enrobés avec des mâchefers d'incinérateur de déchets non dangereux (MIDND) sur la centrale d'enrobage autorisée par l'arrêté préfectoral du 15 mai 2015. Ces MIDND ont le statut de déchets non dangereux.

L'objectif de ces essais est de comparer les propriétés physiques et environnementales des enrobés élaborés avec des MIDND par rapport aux produits élaborés avec des granulats naturels. En fonction des résultats de ces essais, EJM pourrait proposer aux autorités administratives de nouveaux débouchés de valorisation des MIDND.

Les tests concernent au plus 2 000 t de MIDND pour une durée de 6 mois éventuellement prolongés de 6 mois supplémentaires.

Les MIDND utilisés seront de type 2, au sens l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

Les enrobés ainsi élaborés seront mise en œuvre uniquement dans des établissements appartenant au groupe EUROVIA pour la création de voies d'accès (en particulier sur le site de Fos-sur-Mer dans le cadre de l'aménagement de la plateforme IME) sous réserve que les caractéristiques des produits élaborés soient satisfaisantes.

Pour cette phase de test, les MIDND proviendront des installations de maturation d'EVERE (Fos-sur-Mer) ou de PIZZORNO (Pierrefeu-du-Var).

EUROVIA assurera la traçabilité des enrobés ainsi élaborés. En cas d'écart aux caractéristiques des produits élaborés qui les rendraient impropres aux usages ciblés, ces matériaux pourront être traités par l'IME du site pour être concassés et valorisés en graves de mâchefers.

A l'issue de la phase de test, EUROVIA adressera un rapport à la DREAL comparant l'impact environnemental et les caractéristiques techniques par rapport à l'usage de matériaux naturels.

### **II.2 Évolution du classement réglementaire**

Le projet ne nécessite pas de nouvelles installations ni d'augmentation de capacité, l'élaboration des produits se fera dans la centrale d'enrobage existante.

Dans le cadre des essais, des mâchefers de type V2 viendront se substituer aux granulats naturels initialement utilisés comme matière première dans la production d'enrobés.

L'exploitation d'une centrale d'enrobage ainsi que celle d'une aire de transit et traitement de mâchefers sont autorisées sous les rubriques ICPE suivantes :

Rubriques ICPE et IOTA		Situation actuellement autorisée		Situation demandée après modification	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2791	Traitement de déchets non dangereux	Traitement des terres et sédiments non inertes et non dangereux et de mâchefers 1000 t/j	A	Traitement des terres et sédiments non inertes et non dangereux et de mâchefers : 1000 t/j Centrale d'enrobage d'une capacité de 400 t/h pour une puissance thermique de 31 MW avec utilisation de MIDND	A

### II.3 Risques et nuisances.

L'exploitant a analysé les risques et nuisances nouveaux générés par cette modification.

#### Nuisances :

L'exploitant a analysé l'impact de cette modification temporaire. Par rapport aux nuisances actuelles (principalement émissions de poussières, odeur) liées aux activités de la plateforme multimodale :

- odeur : il n'y a pas d'impact nouveau (les MIDND maturés entreposés sur une zone spécifique pour éviter tout mélange avec un autre lot ne sont pas à l'origine d'odeurs supplémentaires par rapport à l'existant) ;
- poussières : il n'a pas d'augmentation de l'impact des retombées de poussières compte tenu des faibles quantités de MIDND mises en œuvre, du caractère temporaire des essais et des mesures de prévention envisagées pour la gestion des MIDND (arrosage).

#### Risques :

L'incorporation de MIND dans la fabrication d'enrobés n'augmente pas le risque accidentel particulier du fonctionnement de la centrale d'enrobage.

#### Avis de l'inspection :

*Les éléments portés à la connaissance du Préfet sont suffisants pour permettre l'analyse du caractère substantiel ou non des modifications envisagées.*

*L'analyse des risques et nuisances est cohérente et proportionnée aux enjeux présentés par les modifications envisagées.*

*Il n'y a pas d'impact nouveau ni aggravations par rapport à l'activité actuellement autorisée.*

### III. REFERENCES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES POUR LES MODIFICATIONS DES ICPE SOUMISES A AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L.181-14 du code de l'environnement qui stipule notamment :

*« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de*

*l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L.181-31. »*

Il convient de considérer une modification substantielle, au sens de l'article L.181-14 susvisé, si elle satisfait à l'une des trois situations fixées par l'article R.181-46.I du code de l'environnement rappelées ci-dessous :

*« La modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

*1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2*

*2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement [arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R.512-54 du code de l'environnement]*

*3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.*

*La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »*

Enfin, pour toute autre modification notable, il y a lieu de se reporter aux dispositions fixées à l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement rappelées ci-après :

*« II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.*

*S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45 [arrêté préfectoral complémentaire]. »*

Rappel de l'article R.122-2 du code de l'environnement :

*« II. Les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas.*

*Les autres modifications ou extensions de projets soumis à évaluation environnementale systématique ou relevant d'un examen au cas par cas, qui peuvent avoir des incidences négatives notables sur l'environnement sont soumises à examen au cas par cas.*

*Sauf dispositions contraires, les travaux d'entretien, de maintenance et de grosses réparations, quels que soient les projets auxquels ils se rapportent, ne sont pas soumis à évaluation environnementale. »*

#### **IV. ANALYSE DE L'INSPECTION SUR LE CARACTERE SUBSTANTIEL OU NON DE LA MODIFICATION**

##### **IV.1 Positionnement par rapport au 1<sup>er</sup> critère de l'article R. 181-46.I (renvoyant à l'article R. 122-2 du code de l'environnement sur l'évaluation environnementale)**

La notion d'extension ne s'applique qu'aux nouvelles activités permanentes, en conséquence la modification nécessitant une nouvelle rubrique de façon temporaire n'est pas une extension.

Le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique ni à examen au cas par cas. La modification n'est donc pas substantielle au titre du 1<sup>er</sup> critère de l'article R. 181-46.I.

IV.2 Positionnement par rapport au 2<sup>ème</sup> critère de l'article R. 181-46.I (seuils et critères de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009)

Au vu du dossier de porter à connaissance, le projet de modification n'atteint aucun seuil ou critère de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009. La modification n'est donc pas substantielle au titre du 2<sup>ème</sup> critère de l'article R. 181-46.I.

IV.3 Positionnement par rapport au 3<sup>ème</sup> critère de l'article R. 181-46.I (dangers et inconvénients supplémentaires)

Au vu des éléments exposés au II.3 du présent rapport, l'inspection des installations classées considère que le projet de modification n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La modification n'est donc pas substantielle au titre du 3<sup>ème</sup> critère de l'article R. 181-46.I.

**V. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION**

Par courrier du 08 août 2018, la société EJJ a porté à la connaissance de M. le préfet un projet de modification de ses installations visant à procéder à des essais de fabrication d'enrobés avec des mâchefers d'incinérateur de déchets non dangereux.

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que cette modification n'est pas substantielle. Cependant, il apparaît nécessaire d'encadrer la modification par un arrêté préfectoral complémentaire considérant notamment que l'usage envisagé n'est pas prévu par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe.

L'inspection des installations classées propose à M. le préfet d'indiquer à la société EJJ qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation, et d'encadrer cette modification par l'arrêté préfectoral ci-joint. En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'Inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

